

TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES, DIVERSIFICATION ECONOMIQUE ET EXIGENCES POUR UNE CROISSANCE DURABLE (Article éditorial)

Razika MEDJOUB *1
Hicham BENAMIROUCHE *
Mohamed KADI *
Fatah AMEUR *
Abderrezak MADOURI *
Walid MEROUANI *
Karima BOUDEDJA *
Moundir LASSASSI *
Fatma HERNOUN *

Received: 01/07/2022/ Accepted: 03/07/ 2022/ Published: 06/07/2022

Corresponding authors: medjoubrazika@gmail.com

RÉSUMÉ

Après soixante -ans d'indépendance, l'Algérie se retrouve face à des défis et des enjeux géopolitiques, économiques, sociaux, technologiques et environnementaux majeures. Ce qui incite à repenser le modèle de développement économique et social au-delà des hydrocarbures pour une croissance économique durable.

Ce numéro spécial se propose d'offrir aux chercheurs en sciences sociales de revenir sur ce passé récent de l'histoire de l'Algérie, d'en tirer les enseignements et surtout de contribuer à la réflexion prospective quant aux approches à envisager pour faire face à ces défis.

La diversification économique et les réformes macro-structurelles, l'intégration de l'Algérie dans l'économie régionale et mondiale, la sécurité alimentaire, la transition énergétique, les politiques sociales et la réduction des inégalités, le capital humain et l'instauration de la bonne gouvernance tissent déjà la toile de cette nouvelle approche économique et sociale.

* Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement, Algérie

MOTS CLÉS : Croissance durable, diversification économique, intégration économique, sécurité alimentaire, transition énergétique, politiques sociales, économie de la connaissance, bonne gouvernance, Algérie.

JEL CLASSIFICATION: D63, E02, E24, E50, F15, H61, I13, J31, O13, Q01, Q43.

التحولات الهيكلية والتنوع الاقتصادي ومتطلبات النمو المستدام

ملخص

تواجه الجزائر بعد ستين عاما من الاستقلال تحديات وقضايا جيوسياسية واقتصادية واجتماعية وتكنولوجية وبيئية كبيرة . وهذا ما يستلزم إعادة التفكير في نموذج التنمية الاقتصادية والاجتماعية بعيدا عن التبعية للمحروقات، من أجل تحقيق النمو الاقتصادي المستدام . يقترح هذا العدد الخاص إتاحة الفرصة للباحثين في العلوم الاجتماعية للعودة إلى هذا الماضي القريب من تاريخ الجزائر لاستخلاص الدروس منه وكذا المساهمة في التفكير المستقبلي في المناهج التي يجب مراعاتها من أجل مواجهة هذه التحديات.

تشكل مسائل التنوع الاقتصادي والإصلاحات الهيكلية الكلية واندماج الجزائر في الاقتصاد الإقليمي والعالمي والأمن الغذائي وانتقال الطاقة والسياسات الاجتماعية والحد من التفاوتات ورأس المال البشري والحوكمة الرشيدة، أهم التحديات لتحقيق هذا الاقتراب الاقتصادي والاجتماعي الجديد.

كلمات مفتاحية: النمو المستدام، التنوع الاقتصادي، التكامل الاقتصادي، الأمن الغذائي، تحول الطاقة، السياسات الاجتماعية، اقتصاد المعرفة، الحوكمة الرشيدة، الجزائر .

تصنيف جال: D63, E02, E24, E50, F15, H61, I13, J31, O13, Q01, Q43

STRUCTURAL TRANSFORMATIONS, ECONOMIC DIVERSIFICATION AND REQUIREMENTS FOR SUSTAINABLE GROWTH

ABSTRACT

After sixty years of independence, Algeria is faced with major geopolitical, economic, social, technological and environmental challenges and issues. This encourages us to rethink the model of economic and social development beyond hydrocarbons for sustainable economic growth. This special issue proposes to offer scientific researchers the opportunity to come back to this recent past in the history of Algeria, to draw lessons from it and above all to contribute to the prospective reflection on the approaches to be considered in order to face up to these challenges.

Economic diversification and macro-structural reforms, the integration of Algeria into the regional and world economy, food security, energy transition, social policies and the reduction of inequalities, human capital and the establishment of good governance are already weaving the fabric of this new economic and social approach.

KEY WORDS: Sustainable growth, economic diversification, economic integration, food security, energy transition, social policies, knowledge economy, good governance, Algeria.

JEL CLASSIFICATION: D63, E02, E24, E50, F15, H61, I13, J31, O13, Q01, Q43.

INTRODUCTION

L'Algérie fêtera le 5 juillet 2022 le soixantième anniversaire de son indépendance. Différents choix d'approches de développement économique ont été faits depuis l'indépendance du pays visant à mieux le positionner dans l'économie mondiale et régionale. Elles se sont traduites par de multiples réformes structurelles et des programmes d'action et d'investissement, qui ont concerné l'ensemble

des secteurs économiques. Toutefois, les ressources générées par les exportations d'hydrocarbures, source quasi-exclusive des revenus extérieures de l'Algérie, ont constitué le pilier de la politique économique et sociale. Tout le long, les choix ont été chaque fois imposés par les circonstances particulières du moment. Après avoir obéi aux principes d'une économie dirigée au lendemain de l'indépendance, l'Algérie a été marquée par une réorientation, avec l'adoption des réformes à caractère libéral. L'endettement dans les années 80 et l'adoption du plan d'ajustement structurel en 1994 ont inscrit le pays dans un processus de libéralisation, voire une période de transition économique qui a duré près de trente-ans.

Aujourd'hui, l'Algérie se retrouve face à des défis et des enjeux géopolitiques, économiques, sociaux, technologiques et environnementaux (changement climatique) majeures. Ce qui incite à repenser le modèle de développement économique et social au-delà des hydrocarbures pour une croissance économique durable, notamment après la crise économique de 2014, accentuée par la crise sanitaire de la Covid 19. Le progrès d'une nation se mesure certes par son niveau de croissance, mais aussi par le recul des inégalités sociales au sein de sa population. L'Algérie a préservé son caractère social depuis l'indépendance, néanmoins la persistance des inégalités sociales, la problématique de la rationalisation des dépenses publiques et le ciblage des aides représentent toujours les entraves d'une politique sociale équitable.

Ce numéro spécial se propose donc d'offrir aux chercheurs en sciences sociales de revenir sur ce passé récent de l'histoire économique et sociale de l'Algérie, d'en tirer les enseignements et surtout de contribuer à la réflexion prospective quant aux approches à envisager pour faire face à ces défis. Sept axes sont proposés pour traiter les principales thématiques du développement économique et sociale en Algérie.

1- RÉFORMES MACRO-STRUCTURELLES ET DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

L'objectif de la diversification a toujours façonné l'orientation des politiques économiques des pays tels que l'Algérie. Cette diversification vise principalement la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, le renforcement de la résilience de l'économie et du rôle du secteur privé, et la multiplication des produits exportés et des partenaires commerciaux. L'analyse des politiques économiques en Algérie a été toujours encadrée par le caractère rentier de cette économie, et les répercussions de la crise sanitaire COVID-19 viennent multiplier l'appel des économistes et des experts à se lancer dans des réformes structurelles. Ces réformes restent essentielles pour rétablir la stabilité macroéconomique, soutenir la croissance économique et diversifier l'économie nationale.

En effet, les réformes macro-structurelles constituent un élément clés favorisant toute politique de diversification économique (Temmar., 2020). Dans ce cadre, on se réfère aux réformes qui peuvent réduire la pression sur les politiques cycliques (budgétaire et monétaire) tout en améliorant la résilience de l'économie du pays. Cela s'appuie, généralement, sur une approche de Policy Mix définissant la relation entre la politique budgétaire et la politique monétaire (Bianchi et Ilut., 2017). En termes de politique budgétaire, quatre éléments sont à prendre en charge : défis de la gestion de la volatilité des recettes des hydrocarbures, l'utilisation efficace des recettes des hydrocarbures, la viabilité budgétaire et l'équité entre les générations (Coutinho et al., 2022). Quant à la politique monétaire, la question fondamentale est la définition d'un politique monétaire jugée la plus optimale, précisément, politique de ciblage : d'inflation, de la croissance économique, du taux de change, d'un ciblage mixte..., celle qui permet la réalisation des résultats les plus favorables sur le reste de l'économie (Boucekkine et al., 2021).

À cet égard, Tchoketch, 2022, a analysé l'effet macroéconomique d'un choc pétrolier sur l'économie algérienne. L'auteur s'est appuyé sur une version extensive du modèle DSGE, tenant compte de la dépendance de l'économie du pays aux hydrocarbures ainsi qu'à

d'autres caractéristiques structurelles. Les résultats ont montré que l'effet d'un choc positif sur les principales variables macroéconomiques diffère selon le niveau de dépendance. En effet, une économie très dépendante aux hydrocarbures reste très vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole. Cette situation nécessite, ainsi, l'engagement des transformations structurelles pour l'économie algérienne.

L'article de Mehibel et al, 2022, a abordé les entraves à la diversification dans 20 pays riches en ressources naturelles, en s'appuyant sur un modèle de données de panel à effet de seuil. Les auteurs ont montré que la variable institutionnelle joue un rôle déterminant dans la réussite du processus de diversification dans les pays rentier tel que l'Algérie. S'ajoute à cela l'importance de trois autres facteurs, à savoir l'ouverture commerciale, le capital humain et les IDE.

Dans une perspective de diversification, Oughlissi et Mehibel, 2022, ont abordé la question du choix des régimes de change dans une petite économie exportatrice de pétrole. Les auteurs ont constaté, à travers un modèle DSGE, que le degré de flottement optimal est de 32.22%, ce qui peut caractériser un régime flottant dirigé. A ce niveau, le producteur national est prêt à utiliser plus de produits importés puisque le degré de flottement du taux de change rend les chocs moins graves, et encourage la production, et par conséquent, la diversification. Par ailleurs, les auteurs ont abouti à une forte stabilité des coûts marginaux à ce même niveau de flottement.

De leur part, Merouani et Zourdani, 2022, ont analysé l'effet macroéconomique du financement non conventionnel en Algérie, suite à l'amendement de la loi sur la monnaie et le crédit (17-10 du 11/10/2017). Les auteures ont démontré, à travers une approche empirique, que le financement non conventionnel n'a comblé d'une manière partielle que le déficit budgétaire. Elles avancent que ce type de financement ne peut être efficace, en termes de relance économique, que s'il est accompagné d'un certain nombre de mesures.

Quant à Ferrahi, 2022, l'objectif de sa contribution était d'examiner les mécanismes stimulant le rôle de la bourse, considérée comme un pilier des réformes visant la reprise économique. En se basant sur des techniques de machine learning, telles que l'algorithme SVM,

l'auteure a soulevé l'impact positif de trois facteurs sur la performance de la Bourse d'Alger, à savoir, les dépenses publiques, l'offre monétaire et, en moindre mesure, l'activité commerciale du secteur privé.

2 - INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET CROISSANCE

La diversification économique a toujours été considérée comme un enjeu majeur pour l'économie algérienne (Boukha, 2013), permettant, non seulement une meilleure résilience aux chocs, mais aussi une éventuelle promotion de l'intégration dans l'économie mondiale (Banque Mondiale, 2022). Malgré son degré d'ouverture élevé, l'Algérie est demeurée un pays mono-exportateur (hydrocarbures), faiblement intégré dans le tissu industriel de l'économie régionale et internationale (Banque Mondiale, 2021). Pourtant, l'Algérie a largement affiché son ambition pour une intégration économique au niveau, surtout, régional, notamment au sein de l'espace économique africain (Mezouaghi et Talahite., 2009).

Des efforts sont déployés en matière de politique de rapprochement envers les pays africains et de promotion des exportations au profit des opérateurs algériens. Il est à noter que l'environnement économique et institutionnel, au niveau national et régional, joue un rôle primordial dans la promotion de l'intégration économique du pays (Saygili et al., 2018). Cette dernière peut être bien considérée comme un facteur clé d'une croissance soutenue et inclusive, à côté des autres facteurs largement discutés et retenus par les différents courants économiques.

Plusieurs dimensions gravitent autour de l'intégration économique de l'Algérie et la croissance. Il s'agit du rôle de l'environnement économique et institutionnel dans la promotion de l'intégration régionale (Maghreb, Afrique, Méditerranée, région MENA etc.) ; l'investissement privé et la diversification économique ; l'intégration financière et croissance et les dynamiques de spécialisation (implications pour les entreprises et la promotion des exportations).

Deux articles, sélectionnés dans ce numéro spécial, évoquent cette problématique liée à l'intégration économique de l'Algérie et l'investissement privé. Le premier article aborde la question de la rente pétrolière et son impact sur l'intégration régionale de l'Algérie et sur son potentiel du commerce avec les pays africains. Quant au deuxième article, il traite l'historique de l'évolution de l'investissement privé en Algérie depuis l'indépendance du point de vue juridique.

Dans leur article, Nehidi et Oukaci, 2022, confirment le constat sur l'importance et l'enjeu de l'intégration de l'économie algérienne dans l'espace commercial africain. À travers des outils statistiques comme l'ACP et les modèles de gravité, les auteurs indiquent que l'intégration de l'économie algérienne dans l'espace commercial africain est conditionnée par la taille économique des pays partenaires, les coûts de transport, la présence d'accord et la proximité géographique. Tandis que la rente pétrolière constitue un frein à l'intégration et un obstacle aux échanges pour l'Algérie. Par ailleurs, les résultats de l'estimation du potentiel du commerce de l'Algérie avec ses partenaires africains montrent l'existence d'une forte capacité de croissance des échanges commerciaux notamment avec les pays limitrophes du Sud.

Mouloud et Lalali, 2022, ont réalisé une étude descriptive qui retrace chronologiquement les faits marquants de l'évolution de l'investissement privé en Algérie depuis l'indépendance à nos jours dans sa dimension juridique. Les résultats obtenus dans cette étude descriptive et chronologique lèvent le voile sur l'instabilité juridique caractérisant l'investissement privé en Algérie, et témoignent de l'absence de vision stratégique à long terme du législateur algérien.

3 -SECURITÉ ENERGÉTIQUE

La notion de la sécurité énergétique a beaucoup évolué au gré des évolutions technologiques, économiques, environnementales et géopolitiques. En effet, elle n'est plus considérée seulement comme la disponibilité sans rupture de différentes sources énergétiques à des prix abordables (Malik et al., 2020; IEA, 2014), mais dans un sens plus large, elle n'est atteinte que dans la mesure où l'on a des ressources

énergétiques suffisantes, diversifiées, respectueuses de l'environnement, peu coûteuses, flexibles, fiables et dans une vision de développement durable (Amin et al., 2022).

Cette notion large de la sécurité énergétique diffère selon le contexte, ou autrement d'un pays à un autre (Ang et al., 2015). En Algérie, la sécurité énergétique est considérée comme principal objectif de la politique énergétique, et se croise avec l'orientation de la politique économique visant plus de diversification et de développement inclusif.

De par ses ressources fossiles abondantes, le secteur de l'énergie en Algérie a réalisé un développement significatif lui permettant d'être la locomotive du développement socioéconomique du pays. Ce rôle peut être observé à travers la fourniture sans cesse des matières premières pour les industries, la satisfaction à plus de 95% de la demande domestique, et la rente engendrée par l'exportation des hydrocarbures. Cependant, la tendance baissière constatée en termes de production, depuis plus d'une décennie, la forte augmentation de la demande domestique en énergie et l'engagement environnemental du pays, font monter les incertitudes autour de la sécurité énergétique du pays. C'est ainsi que la transition énergétique vers un mix plus diversifié et moins carboné, avec un contenu local de plus en plus important, devient un choix stratégique pour le pays.

À cet égard, deux articles ont été retenus dans ce numéro spécial. Dans le premier, Benamirouche et al, 2022 ont évalué et analysé la performance de la sécurité énergétique de l'Algérie durant la période 1980-2020 à travers le développement d'un indicateur composé, nommé ESIA. Cet indicateur s'est basé sur cinq dimensions; la disponibilité, l'abordabilité, l'applicabilité, l'acceptabilité, et la gouvernance. Les auteurs ont montré que la sécurité énergétique de l'Algérie était bonne durant la période 1980-2020, avec un intervalle de score de (5.29-7.51). La performance la plus élevée a été enregistrée durant la sous-période 2005-2020. Ce sont les facteurs reflétés par les indicateurs de la disponibilité, l'abordabilité et l'applicabilité, qui constituent respectivement les principaux drivers de cette performance. Cependant, les auteurs signalent que les indicateurs de

l'acceptabilité jouent un faible rôle positif, et la gouvernance proactive du secteur de l'énergie reste encore un challenge pour l'Algérie.

De sa part, Bouznit, 2022, a analysé la relation entre la transition énergétique, la croissance économique et les émissions de CO₂ en Algérie durant la période 1980-2018, à travers une approche empirique. L'auteur a montré que le capital humain, le stock de capital physique par tête, l'indice de la transition énergétique et les prix du pétrole stimulent le PIB par tête. Par contre, l'auteur a avancé que la croissance du PIB par tête conduit à la hausse des émissions de CO₂, tandis que celles-ci sont influencées négativement par l'indice de la transition énergétique et les exportations. Par conséquent, l'auteur considère que la promotion de la consommation des énergies renouvelables est un choix irréversible permettant de bien stimuler la croissance économique et d'améliorer la durabilité environnementale.

4 - GOUVERNANCE ET POLITIQUES PUBLIQUES

La promotion de la transparence et de la responsabilité est l'une des priorités de l'instauration de la bonne gouvernance dans un pays (Banque Mondiale, 2016). En Algérie, les institutions publiques passent progressivement vers une logique de formulation de politiques et de programmes axée sur l'appropriation et les résultats. Des indicateurs de bonne gouvernance sont à identifier et à mesurer et les évaluations des résultats sont à fixer au moment de la planification et des mesures de contrôle de la rationalité et de l'efficacité budgétaire sont importantes à instaurer.

Dans ce sens, Cheurfa, 2022, considère que la réforme de la comptabilité publique algérienne se doit d'être l'occasion pour les finances publiques dont les règles du jeu seront radicalement transformées, non seulement en matière budgétaire, mais également dans le domaine comptable, d'inscrire l'Algérie dans le club très restreint des pays adoptant un budget axé sur les résultats. Cette réforme implique des transformations qui dépassent les seuls aspects budgétaires et comptables pour déborder sur les contrôles financiers qui doivent évoluer dans le sens de la logique d'ensemble instaurée par le nouveau cadre budgétaire et comptable.

Chekouri et al, 2022, démontrent justement par le biais d'un travail empirique que l'Algérie a atteint son niveau optimal de dépenses publiques, en pourcentage du PIB, estimé à 30.4 % entre 1973 et 2020. De ce fait, il semble important d'améliorer l'efficacité de ces dépenses.

Outre les dépenses publiques, les principes de la bonne gouvernance, selon Godih et al, 2022, doivent guider la mise en place de leviers fondamentaux pour asseoir et promouvoir des politiques publiques efficaces en Algérie. Ainsi, les auteurs suggèrent l'instauration d'instruments traditionnels de la politique économique, entre autres : la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique de change, la politique de revenus et des instruments pour la relance économique par le biais de l'investissement et la mise en place d'un climat des affaires favorables aux entreprises et à l'emploi.

Au niveau local, le passage de l'Algérie d'une économie à planification centralisée à la libéralisation dans les années 1990 a vu une tentative de créer une assise locale et décentralisée de planification pour intégrer les parties prenantes locales dans les programmes de développement territorial. A ce titre, Godih et al, 2022, suggèrent que la décentralisation reste jusqu'à aujourd'hui une question qui a besoin d'une refonte des institutions centrales et locales et un levier d'action pour une bonne gouvernance. Dans le cadre d'une décentralisation, les collectivités locales devront disposer de prérogatives qui puissent leur permettre la gestion de leurs territoires respectifs d'une part et d'autre part leur permettre d'affronter les défis de l'économie de marché et d'un univers basé sur la compétitivité, à travers la modernisation de leur mode de management.

5- CONCILIER SECURITE ALIMENTAIRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : ENJEUX ACTUELS ET DEFIS A VENIR

La zone méditerranéenne, la partie sud surtout, est considérée comme étant l'un des « hotspot » du changement climatique (Pausasn et Millán., 2019). En Algérie, les questions de l'eau et de l'agriculture irriguée sont les plus récurrentes quand il s'agit des différentes formes de vulnérabilités produites. Deux défis majeurs deviennent objets d'analyses et de réflexions prospectives. Il s'agit d'une part de

développer des initiatives d'adaptation aux effets des changements climatiques sur la production agricole, et d'autre part, de produire des stratégies pour paver les voies possibles pour une sécurité alimentaire pérenne.

Malgré le recours aux politiques de subvention de l'agriculture, l'autosuffisance alimentaire n'a pas suivi et la sécurité alimentaire est en partie assurée par les importations, notamment pour les produits alimentaires essentiels (surtout blés et lait). En Effet, la question de la sécurité alimentaire devient aussi importante durant les dernières années, suite aux différentes crises survenues comme la covid19 et la crise ukrainienne, comme le confirme Ferroukhi et al, 2022. Ceci ne serait pas un problème si les changements climatiques ne risquaient pas d'accentuer les difficultés de la production locale et si les recettes des hydrocarbures, qui permettent de garantir ces résultats positifs, n'étaient pas otages des perturbations du marché mondial dues en partie à une remise en cause des énergies fossiles, justement pour limiter les changements climatiques.

En analysant le développement de l'agriculture algérienne, Adair et al, 2022, constatent que même si enrichies et ajustées progressivement à partir des années 2000, les politiques agricoles demeurent toujours tributaires du paradigme de l'intensification conventionnelle. L'évaluation quantitative de ces politiques agricoles, qui prônent les principes de l'intensification et le soutien des prix, s'avère certes positive en matière des productions agricoles en progression, mais elles sont soumises aux critiques du faite qu'elles n'intègrent que peu le risque climatique.

Il y a ainsi un fort besoin de réorienter les politiques agricoles pour produire plus, avec moins de ressources et assurer plus de nourriture. Cela implique de repenser notre modèle d'agriculture qui est jusqu'à présent boulimique en ressources et non résilient face aux changements globaux, et dont les petits producteurs, souvent les plus vulnérables, sont évincés. Pour Ferroukhi et al, 2022, il est possible d'engager une transition vers un modèle d'agriculture durable et inclusive en actionnant à court terme au moins trois réformes importantes: (1) la réorientation prioritaire des soutiens actuels vers les thématiques de l'intensification durable et de l'innovation (2) la réallocation des

soutiens généralisés aux consommateurs vers les producteurs (3) la mise en place d'instruments de financement par le marché adaptés et la facilitation de l'accès aux producteurs au financement formel diminuant le recours systématique aux fonds publics. Saidoun et al, 2022, soutiennent également l'idée d'un changement de paradigme dans la conception des politiques agricoles et rurales vers des modes de gouvernance plus décentralisés, des modes ouverts à la participation et à l'implication des acteurs locaux au développement de leur territoire.

La dimension qualité des produits alimentaires est aussi un autre chantier de la sécurité alimentaire. Il y a en effet un regain d'intérêt pour la valorisation des produits de terroir par les producteurs, des groupements professionnels et des institutions publiques, mais l'encadrement par des systèmes de labellisation par exemple peine toujours à se faire. Dans ce sens, Younsi et Benmebarek, 2022 recommandent avec urgence de revoir la politique qualité de l'agriculture pour proposer plusieurs systèmes de qualifications simples, efficaces, avec favorablement des acteurs décentralisés et directement liés au système de labellisation actuel.

6- POLITIQUES SOCIALES ET REDUCTION DES INÉGALITES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET SPATIALES

Les politiques sociales mises en œuvre en Algérie, avaient pour finalité la promotion de l'équité et l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble de la population algérienne. L'éducation et la santé étaient depuis l'indépendance des axes prioritaires pour le gouvernement en matière de politiques sociales. En effet, depuis la promulgation de la loi de la médecine gratuite en 1974² et la loi sur l'éducation en 1976³ le gouvernement a consacré annuellement une large part de son budget à ces deux secteurs⁴. D'autres politiques sociales ont été implémentées, pour faire face à des problèmes économiques

² <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/1974/F1974008.PDF>

³ https://www.axl.cefanel.ulaval.ca/afrique/algerie_ordonnance-76-35-1976.htm

⁴ En 2021, l'éducation occupe la deuxième place dans la répartition du budget national avec 771 milliards de dinars et la santé la quatrième position avec 410 milliards de dinars

conjuncturels, tels que les programmes de protection sociale, dont certains universels (subvention des prix des produits de première nécessité) et d'autres ciblant des catégories particulières (programmes d'assistance, d'assurance sociale, politiques d'emploi). Néanmoins, malgré les efforts fournis par les pouvoirs publics, les politiques sociales adoptées demeurent confrontées à un grand défi : Assurer l'équité dans l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à la protection sociale dans toutes les régions. De plus, la question de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques et de la gestion de la finance publique se posent de manière encore plus prononcée dans un contexte mondial de triple crises politiques, économiques, et sanitaires internationales. Ces crises vont en effet avoir un effet sur l'économie algérienne et ses ressources financières.

Les programmes de protection sociale représentent un moyen essentiel pour réaliser cette équité et de ne laisser personne pour compte, notamment en matière de réduction des inégalités économiques. Il serait donc important de trouver de nouvelles « sources de financement innovantes » pour la protection sociale afin de diminuer la pression sur les finances publiques et de renforcer la résilience et étendre la couverture sociale à toute la population vulnérable. Par ailleurs, l'amélioration du système de protection sociale ne peut être atteinte sans une bonne gouvernance reposant sur un cadre légal et institutionnel bien clair et rigoureux. Dans ce sens, Gheroufella, 2022, retrace dans sa contribution la chronologie des réformes du système algérien de sécurité sociale, en analysant la flexibilité et l'adaptation de ce système face aux mutations du marché du travail. Ces mutations résultent en effet du passage d'un modèle de développement socialiste vers un modèle plus libéral. L'auteure insiste sur l'importance de procéder à des réformes systémiques, qui doivent impérativement conduire à l'extension de la couverture sociale aux travailleurs informels, notamment les indépendants et les salariés non-permanents

De sa part, Musette, 2022, revient sur la problématique de l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Il montre comment la stratégie algérienne en direction des jeunes a évolué depuis l'indépendance, en passant progressivement du principe de l'insertion

vers celui de l'inclusion sociétale des jeunes en quête d'un rôle d'acteur dans la société. Cette transition est passée par une restructuration des missions de l'Etat pour la participation des jeunes à toutes les instances décisionnelles : politique, économique et sociale. Selon l'auteur, la phase actuelle mérite une observation constante, avec un cadre logique de suivi et d'évaluation des programmes, en toute transparence et redevabilité des acteurs dans l'implémentation du PNJ dans toute sa globalité.

Les inégalités des salaires, comme forme marquante des inégalités économiques, est également traitée dans ce numéro spécial, à travers l'article de Boutaleb et al, 2022. Les auteurs font une revue des politiques salariales en Algérie en lien avec les objectifs de développement durable. Ils expliquent, en s'appuyant sur les données de l'Office National des Statistiques, l'impact que pourraient avoir les inégalités salariales sur la progression envers la réalisation des ODDs, particulièrement l'ODD 10 pour « réduire les inégalités entre les pays et en leur sein ».

Par ailleurs, Medjoub et Hammouda, 2022, montrent dans leur article que la politique de démocratisation et de gratuité de l'enseignement a permis un accès massif à l'éducation, mais qu'il n'est toujours pas généralisé, avec des disparités régionales avérées notamment le retard observé dans les Hauts Plateaux-Centre et le Grand Sud. L'article démontre aussi que la politique de soutien à la scolarisation cible particulièrement les enfants du primaire du milieu rural et moins les deux autres paliers. Cependant, ce ne sont pas tous les enfants pauvres qui y ont accès ; les autres catégories non pauvres en bénéficient également.

7 – ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'université et le capital humain sont le premier levier du développement économique et social. L'université algérienne, et après 60 ans d'indépendance, se retrouve en face de plusieurs obstacles qui entravent son implication réelle dans la société et le développement de l'économie.

Actuellement, l'université algérienne génère plus de 300 milles diplômés chaque année (363 milles pour l'année universitaire 2017/2018) (Ministère de l'enseignement supérieur, 2018/2019), ces universitaires sont confrontés à la difficulté d'insertion sur le marché du travail. Cette problématique d'insertion des diplômés de l'enseignement supérieur, qui remonte à plus de 30 ans, illustre l'inadéquation entre l'offre universitaire et les besoins du marché du travail. Delà une autre problématique se rajoute à celle de l'insertion professionnelle, c'est celle de la relation entre l'enseignement supérieur et le secteur économique, en particulier la collaboration entre ces deux secteurs (Matmati et al., 2019). En effet, la transition économique devient une urgence dans un monde extérieur compétitif et des enjeux géopolitiques actuels qui redéfinissent les rapports de force, où l'Algérie doit se positionner, au-delà de ses rentes, par son capital humain à travers, d'une part la formation des compétences, nécessaires pour le fonctionnement des entreprises et d'autre part, la recherche appliquée au développement. Cela est-il possible si on tient compte du budget alloué à la recherche scientifique en Algérie ? (moins de 1% de son Produit Intérieur Brut (PIB) est consacré à la recherche scientifique), d'où l'importance de revoir la politique de l'enseignement et de la recherche scientifique en Algérie et sa contribution dans le développement économique moderne.

Dans ce numéro spécial, Djeflat, 2022, explique l'échec de la politique d'emploi des diplômés par la marginalisation de la sphère du savoir, notamment par des politiques de formation et de recherche ayant évolué en marge de la sphère économique et sans déployer l'effort nécessaire pour relever le défi de l'emploi des jeunes. L'auteur indique que, les différentes politiques de développement ne semblent pas avoir saisi l'avènement de l'économie de la connaissance pour revisiter le modèle de développement et en faire un moteur de croissance durable, tiré par le savoir et fortement créateur d'emploi.

Dans le même ordre d'idées, Naga et Benguerna, 2022, reviennent dans leur article sur le partenariat entre l'université et le monde économique, en se focalisant sur l'importance du territoire dans la consolidation de cette relation. Les auteurs de ce papier ont conclu que l'université ou l'entreprise ferait face à des obstacles dans

l'aboutissement de ce partenariat en raison de sa méconnaissance de la culture prévalant sur le territoire. Ainsi, la proximité géographique seule ne suffirait pas à réaliser ce partenariat, mais aussi la proximité relationnelle entre les individus. Cela explique la faible relation entre l'université algérienne et son environnement économique.

D'ailleurs, Bellahcene-Belkhamsa, 2022, aborde le cas de l'industrie pharmaceutique algérienne pour qui la R&D et l'innovation sont identifiées comme les deux vecteurs majeurs de création de valeur et de développement. Les résultats de ses recherches montrent que les leviers stratégiques sont pluriels et s'inscrivent dans une perspective de prise en charge efficiente des besoins de santé de la population. Mais ces réponses novatrices pour soutenir l'innovation doivent être renforcées pour véritablement modifier le potentiel d'innovation dans cette industrie.

Quant à Touati-Tliba, 2022, sa contribution procède à une évaluation des activités de recherche universitaire transnationales à travers la méthodologie DEA. Les résultats de ce travail montrent le faible classement de l'Algérie, avec une moyenne de 1,8 documents Scopus (pour mille habitants), sur la période 1996-2019, contre 13,2 documents dans le monde. La faible performance de la recherche scientifique pour de nombreux pays en développement, y compris l'Algérie, pourrait s'expliquer, au moins en partie, par de faibles niveaux de « Capital Humain » et de « GERD ». L'étude confirme également le rôle clé joué par le facteur « Qualité des Institutions » dans l'explication des différences de scores SIS (et SES). Par ailleurs, les variables « Zone culturelle » et « Identité du colonisateur » ainsi que « Rentes des Ressources Naturelles » s'avèrent être des variables exogènes significatives.

CONCLUSION

L'Algérie fêtera son soixantième anniversaire dans un contexte mondial marqué par une instabilité géopolitique et des répercussions de la crise sanitaire de la Covid 19, qui continuent à produire des effets considérables sur les économies mondiales. Repenser le modèle de développement économique et social au-delà des hydrocarbures

devient, dans ce contexte d'incertitude, une question de souveraineté économique. Cette problématique complexe est abordée par les auteurs de ce numéro spécial, à travers une analyse critique du passé récent de l'Algérie et une réflexion prospective pour une économie solide et des politiques sociales équitables.

Les contributions se convergent sur l'importance de diversifier l'économie algérienne et soutenir son intégration dans l'économie régionale et mondiale, comme principale solution pour réduire la dépendance aux hydrocarbures, dynamiser la croissance économique et maintenir les politiques sociales. Cela passe nécessairement par des réformes macro-structurelles, qui peuvent seules réduire la pression sur les politiques cycliques tout en améliorant la résilience de l'économie du pays. Les déficits de la diversification et de l'intégration économique, se voient conditionner par l'environnement économique et institutionnel, mais aussi par le capital humain. L'implication en effet de l'université, par sa politique de formation et de recherche scientifique, dans la sphère économique est à la fois un moteur de croissance durable et fortement créateur d'emploi.

La sécurité énergétique et alimentaire représentent, selon les constats de ce numéro, deux autres enjeux stratégiques dans la révision du modèle de développement. Assurer la transition énergétique devient un choix stratégique pour le pays, surtout avec la tendance baissière constatée en termes de production, la forte augmentation de la demande domestique en énergie et l'engagement environnemental de l'Algérie. La sécurité alimentaire s'impose de son côté face aux crises survenues d'une part et les changements climatiques, d'autre part. D'où la nécessité d'engager une transition vers un modèle d'agriculture durable, étant donné que les politiques agricoles n'intègrent que peu le risque climatique.

La réflexion sur le modèle de développement ne peut se garantir sans des politiques sociales équitables. L'Algérie a accordé depuis l'indépendance un intérêt particulier à la réduction des inégalités sociales, économiques et spatiales. Néanmoins, ces inégalités persistent malgré les efforts fournis. La rationalisation des dépenses publiques et le ciblage des politiques sociales, notamment en matière d'éducation et de santé, l'extension de la couverture sociale aux travailleurs

informels à travers des réformes systémiques, la réduction des inégalités salariales et l'inclusion sociétale des jeunes en quête d'un rôle d'acteur dans la société, constituent des éléments importants pour assurer l'équité sociale.

Repenser le modèle de développement économique et social en Algérie s'agit aussi d'instaurer de la bonne gouvernance par la promotion de la transparence et de la responsabilité, et la formulation de politiques et de programmes axés sur l'appropriation et les résultats.

Références bibliographiques

Amin S. B., Chang Y., Khan, F., & Taghizadeh-Hesary F., (2022). Energy security and sustainable energy policy in Bangladesh: From the lens of 4As framework. *Energy Policy*, 161, 112719.

Ang, B. W., Choong W. L., & Ng T. S., (2015). Energy security: Definitions, dimensions and indexes. *Renewable and sustainable energy reviews*, 42, 1077-1093.

Banque Mondiale, (2016). « La bonne gouvernance est à la base de la lutte contre la pauvreté et la corruption », <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/la-bonne-gouvernance-contre-la-pauvrete-et-la-corruption>

Banque Mondiale, (2021). « Accélérer le rythme des réformes pour protéger l'économie algérienne », *Algérie Bulletin de conjoncture*, Groupe de la banque mondiale MENA, p.720.

Banque Mondiale, (2022). « Rapport de suivi de la situation économique », Rapport de suivi de la situation économique, (Avril 2022) (banquemondiale.org).

Bianchi F., Ilut C., (2017). Monetary/Fiscal Policy Mix and Agents' Beliefs. *Review of Economic Dynamics*. 26. 113-139.

Boucekkine R., Laksaci M., Touati-Tliba M., (2021). Long-run Stability of Money Demand and Monetary Policy: The Case of Algeria. *The Journal of Economic Asymmetries*. 24. e00217.

Boukilia-Hassane R., (2013). « L'économie Algérienne face à la diversification : quelles perspectives ? ». *Revue Les Cahiers du Cread*, n°115-116, pp.37-62.

Coutinho L., Georgiou D., Heracleous M., Michaelides A., & Tsani S., (2022). *Limiting Fiscal Procyclicity: Evidence form Resource-Dependent Countries.* Economic Modelling, 106. 105700.

Document Ministère de l'enseignement supérieur (2020). *L'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique en Algérie, Octobre 2020.*

IEA. (2014). *Energy Supply Security: The Emergency Response of IEA Countries.*

Malik S., Qasim M., Saeed H., Chang Y., & Taghizadeh-Hesary F., (2020). Energy security in Pakistan: Perspectives and policy implications from a quantitative analysis. *Energy Policy, 144*, 111552.

Matmati M., Chapelet B., El Ghazali I., Pichault F., & al., (2019). « *La collaboration université –entreprise au service de l'innovation au Maghreb* », Édition CAMPUS OUVERT.

Mezouaghi, M., Talahite, F., (2009). « Les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », vol.4, n°71, pp.9-26.

Pausas J. G., Millán, M. M., (2019). Greening and browning in a climate change hotspot: the Mediterranean Basin. *BioScience, 69(2)*, 143-151.

Saygili M., Peters R., & Knebel C., (2018). « Zone de libre-échange continentale africaine : défis et possibilités des réductions tarifaires », **Livres 82 de la série bleue de la CNUCED**, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Temmar A., (2020). *L'économie de l'Algérie face à son Destin ou la Recherche du Graal.* Centre Algérien de Diplomatie Economique, Alger.